

*Dr. Véronique Vasseur  
& Hélène Fresnel*

# À LA RUE

QUAND TRAVAILLER NE SUFFIT PLUS...

Flammarion



À la rue  
Quand travailler ne suffit plus...

DU MÊME AUTEUR

*Médecin chef à la prison de la Santé*, Cherche  
Midi, 2000.

*L'Hôpital en danger*, Flammarion, 2005 (J'ai lu,  
2006).

Véronique Vasseur  
et Hélène Fresnel

À la rue  
Quand travailler ne suffit plus...

Flammarion

© Flammarion, 2008.  
ISBN : 978-2-0812-0536-9

« À l'heure actuelle le *bon* pauvre, le pauvre *idéal*, c'est le travailleur pauvre, celui qui essaye de s'en sortir seul par ses propres moyens, en restant invisible. »

Brigitte Berrat, sociologue.





## Introduction

Il y a toujours eu des clochards dans la rue, des sans-abri et des associations caritatives pour les secourir. Mais jamais autant de ce que l'on appelle les « travailleurs pauvres ». Comment est-il possible que l'on en soit arrivé là ? Ces « actifs » sans domicile ou incapables de se loger correctement existent-ils vraiment ou relèvent-ils d'une légende urbaine ? L'agitation médiatique autour de ce « nouveau phénomène » correspond-elle à la réalité ? C'est ce que je voulais savoir.

La question me préoccupe depuis dix ans. Depuis la prison de la Santé<sup>1</sup>. Depuis que j'avais découvert quelques surveillants loin de leur famille, venant de province et vivant dans leur voiture parce que leurs salaires ne leur permettaient pas de louer un appartement à Paris. Un copain acteur dormait lui aussi, à cette époque,

---

1. Voir *Médecin chef à la prison de la Santé*, Cherche Midi, 2000.

## À la rue

dans son véhicule. Ensuite, à l'hôpital<sup>1</sup>, au fil du temps et des consultations, j'ai constaté que de plus en plus de patients salariés confient – avec beaucoup de pudeur mais aussi souvent de honte – leurs calamiteuses conditions de vie : caves, parking, tentes, rue, chambres d'hôtel partagées à plusieurs, foyers de migrants pour les célibataires forcés ayant laissé femmes et enfants au pays, pièces prêtées par des amis, squats, logements insalubres, mobile homes sont devenus leurs « chez-eux ». De ce constat effrayant est née l'idée de mener ma petite enquête sur cette réalité grandissante accompagnée d'Hélène, une amie journaliste. À deux, face à ce visage méconnu et douloureux de la France, on est plus fort. Nous avons débusqué les travailleurs dans toute la misère de l'exclusion. « Débusquer », le terme vous choque ? Et pourtant, ce mot est approprié tant la peur de perdre leur emploi, d'être pointés du doigt rythme le quotidien de ces « mis de côté » et les rend inaccessibles, voire invisibles.

Voici l'histoire de notre voyage au pays des ombres d'une société minée par des pouvoirs publics impuissants, des associations désemparées obsédées par la défense de leurs propres intérêts et aussi des escrocs qui arrivent à se glisser dans les brèches d'un juteux marché.

---

1. Voir *L'Hôpital en danger*, Flammarion, 2005.

# 1

27 novembre 2006. Paris. 18 h 30. XIII<sup>e</sup> arrondissement.

La Mie de pain est le plus grand centre européen d'hébergement d'urgence : 442 lits et 600 repas chauds quotidiens. Dans le réfectoire, de longues tables métallisées, des bancs ; au mur, du carrelage et un Christ en croix. Un service de sécurité musclé fait entrer les sans-abri au compte-gouttes. Des bénévoles servent les repas. Nous en faisons partie. Nous nous sommes inscrites anonymement. Nous enfilons blouses, chaussons en papier et gants en latex. Pour nous protéger de la saleté ? Du contact ? « C'est la loi », explique Thérèse, notre « chef ».

\*

## À la rue

Ce soir, des élèves d'une institution catholique sont venus « aider » et accomplir leur « B.A. » de la semaine. Encadrés par une Marie-Chantal dynamique en foulard Hermès, des ados en jean *slim* noir, frange sur les yeux, distribuent le pain en se pinçant le nez. Une vieille cloche aux yeux bleus lâche entre ses dents pourries : « Il y en a ici qui mériteraient des brevets d'hypocrisie. »

\*

À côté de lui, Hassan ne quitte pas son sac à dos. Loden bleu, chemise blanche à petits carreaux, sous-pull et pantalon marine, il rentre du boulot. « Le travail, c'est la dignité d'un homme. Je suis spécialisé dans la sécurité. Avant, je contrôlais des parkings derrière des caméras. Mais je me suis fait licencier. En ce moment, je suis vigile dans un Franprix, près de Chantilly. J'y vais tous les matins avec un ami qui a une voiture. J'ai des papiers en règle mais je suis payé au *black* sept cents euros par mois à peu près. Le magasin sous-traite la sécurité à une société spécialisée qui fait appel à mon copain et à moi quand ses vigiles sont malades ou indisponibles. Je n'arrive pas à me loger. J'ai visité des chambres de bonne mais elles étaient minables et, à chaque fois, la caution et le loyer trop élevés. »

Il dort ici depuis trois mois. « Au début, j'étais dans le dortoir du deuxième étage, mais je n'en

*Quand travailler ne suffit plus...*

pouvais plus. C'est plein de vieux qui ne se lavent jamais. Et je ne supporte pas les ronflements. Comme je saturais, les responsables ont accepté que je m'installe un matelas dans la salle de jeux. Au moins, je suis tranquille. »

En face de lui, un fou édenté agité de tics débite un discours incohérent. Hassan lui tend son dessert. Le malade refuse : « Je viens d'une très grande famille et je suis français, moi Monsieur. »

Hassan se lève. Le soir avant de se coucher, il lit un livre d'Erik Izraelewicz, emprunté à la bibliothèque du foyer : *Ce Monde qui nous attend*. Tout un programme. De quoi lui remonter le moral.



5 décembre 2006. Paris. La Mie de pain.  
20 h 30. Visite de Xavier Emmanuelli.

Convié par les catholiques purs et durs de l'association, l'ancien ministre, fondateur du SAMU social en 1993, est venu faire une conférence pour vendre son dernier livre : *Out*. Après un petit discours de circonstances sur la difficulté d'être sans-abri, il répond aux questions du public.

Tout se gâte quand Paulette, fragile bénévole de quatre-vingts ans, pose sa question : « Pourquoi ça ne répond jamais quand on appelle le 115 ? » T'as raison Paulette. À l'hôpital, moi-même, comme je n'arrive jamais à les joindre, j'ai fini par me demander si ce n'était pas un numéro fantôme.

Moderne, Paulette : « Ne pourriez-vous pas, par exemple, ouvrir une ligne SMS ? » Fâché, Xavier. Monsieur l'ex-ministre tance la petite vieille, explique à l'assistance qu'il n'a pas fait

## *À la rue*

l'effort de se déplacer pour être agressé. Paulette, terrorisée, s'assied sur son banc et rentre la tête dans le cou. Dans un murmure : « Mais je voulais pas l'attaquer. Juste proposer une solution. »

La conférence s'achève dans un silence effrayé.



10 décembre 2006. Paris. XIII<sup>e</sup> arrondissement. La Mie de pain. 15 heures. Bureaux administratifs. Rencontre avec la directrice adjointe.

Je suis un peu gênée. J'ai été désignée candidate UMP aux législatives dans l'arrondissement et le rendez-vous a été pris bien avant l'annonce de ma candidature. Je ne sais donc pas de quel bord ils sont. Aussi, j'annonce d'emblée la situation à la directrice pour qu'il n'y ait pas de qui-proquo et qu'elle ne croie pas que je viens faire de la « retape ». Afin de montrer notre volonté de ne pas donner un tour politicien à notre démarche, j'explique qu'Hélène travaille plutôt pour des journaux de gauche. En m'entendant, Michèle Degage, petite brune énergique à la voix forte et chantante, rigole. Elle dégage une impression de solidité. Et son discours pragmatique n'a rien à voir avec celui, compassionnel, des catholiques traditionnels qui détiennent le pouvoir dans ce centre à l'ancienne.

\*

Mme Degage nous dresse un tableau terrifiant de son quotidien :

« Les travailleurs pauvres sont en beaucoup plus grand nombre que ce que répertorient les différentes enquêtes. Certains soutiennent que leur nombre est en diminution depuis dix ans, peut-être, mais ce n'est pas du tout ce que je vois, ce que je vis à ma petite échelle. Car depuis 2001, je réceptionne de plus en plus de demandes d'hébergement émanant de personnes qui ont une activité professionnelle. À mon avis, ce n'est que l'amorce d'un courant. Je gère une pension de famille et un foyer de jeunes travailleurs. Et, l'an dernier, pour 114 places dans le foyer, j'ai reçu 400 dossiers de candidatures. »

Les jeunes sans toit ont ici entre 18 et 25 ans. CDD, CDI, contrats de qualification, d'apprentissage, intérim... Ils travaillent à temps partiel, sont sous-payés, touchent de maigres revenus, n'ont pas accès au RMI parce qu'ils ont moins de 25 ans. Ils n'ont rien de rien. Aucune aide. Il leur est impossible de se loger. Et comme la loi française est stricte au sujet des attributions de logements très sociaux, on ne peut même pas les aider à monter des dossiers afin de passer en commission. « Il faut avoir des garants et le loyer ne doit pas dépasser 30 % de leurs revenus,

## *Quand travailler ne suffit plus...*

explique Michèle Degage, c'est intenable. Ils ont quitté leur famille. Non parce qu'il n'y avait pas assez de chambres ou de place dans la maison, mais parce qu'il est intolérable pour un jeune de 18 ans de rester en face de son père, chômeur souvent dépressif, assis, en pantoufles, une bière à la main, le nez devant la télévision toute la journée. Le jeune reçoit des copains, vit, écoute de la musique un peu fort, alors à un moment, il y a surchauffe. La vie devient insupportable. La famille craque et dit "va-t'en". Ou c'est le même lui-même qui part en s'imaginant que c'est mieux ailleurs. »

Mais il ne sait rien. Il n'a aucune idée de ce qui l'attend. Ses parents ne lui ont pas appris qu'un toit, c'est la santé, l'hygiène, avoir chaud, pouvoir se laver, regarder la télévision, lire des livres, entretenir des relations sociales, inviter. Il n'a pas anticipé la recherche d'un logement. Normal. Tout ce qu'on lui serine depuis vingt ans, c'est : « Si tu n'as pas fait d'études, tu n'auras pas de travail. Sans diplômes, tu ne t'en sortiras pas. » On ne l'a jamais prévenu : « Et d'ailleurs même si tu bosses, tu n'es pas sûr de pouvoir te loger. »

\*

Il y a les jeunes mais aussi les familles qu'il faut héberger. Et là encore, la situation est

dramatique, reprend la responsable : « Je n'ai que trente places au total. L'année dernière, 17 personnes sont sorties. Pour 17 lits à renouveler, j'ai reçu 1 581 dossiers. Complets ! Avec toutes les pièces et remplissant tous les critères et il y en a des critères ! On a mangé notre pain blanc. »

La grande précarité professionnelle génère une impossibilité à se loger : on demande la flexibilité mais les bailleurs, eux, exigent de la stabilité. Or les travailleurs n'ont plus de parcours linéaire. Mobilité, saisonnalité, horaires décalés ne vont pas avec les paramètres exigés. Pour voir aboutir une demande, il faut avoir au moins dix-huit mois d'activité professionnelle derrière soi. Comment fait-on quand on a exercé quatre métiers différents dans l'année ? Sans logement, pas de travail. Sans travail, pas de logement. C'est un cercle infernal.

\*

Et la chute est rapide et profonde parce que les liens de solidarité ne jouent plus le rôle de filet de sécurité, constate la directrice adjointe : « On va bien, on va bien, on va bien. Puis, on divorce. Le gars s'en va. Et il tombe à pic. Il est pris dans un mouvement qu'il ne comprend pas. Il n'arrive plus à hiérarchiser ses priorités entre ce qui est urgent et ce qui est important. Il s'épuise. Il ne met pas l'énergie là où il faut. Il faudrait pouvoir

## Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier toutes les personnes qui ont accepté de raconter leur histoire ainsi que les membres des associations qui nous ont ouvert leurs portes. Et plus particulièrement Claude Boucher à la mairie de Paris, Michèle Degage de La Mie de pain, Jean-Baptiste Eyraud, Hocine et Philippe Deltombe du DAL, René Giancarli du SAMU social de Marseille, Nicole Maestracci et Sylvaine Villeneuve de la FNARS, Graciela Robert, Cyril et Jacqueline de Médecins du monde, Fabien Tuleu, Patrick et Mathias d'Emmaüs, les équipes de Lille, Marseille, Pavillons-sous-Bois, Rennes et Strasbourg.

N° d'édition : L.01ELKN000139.N001  
Dépôt légal : septembre 2008